

Monsieur le Directeur Académique,

La dernière dotation de ce quinquennat confirme l'effort budgétaire important et indispensable inscrit dans la refondation de l'École. Pour l'UNSA Éducation, à l'échelle nationale, la révision des critères objectifs d'attribution des moyens pour les préciser, les objectiver et les rendre plus pertinents a constitué un progrès.

A l'échelle académique, nous saluons la dotation académique de 204 ETP supplémentaires pour le 1^{er} degré, dont 162 pour la Gironde. Au niveau départemental cette dotation doit s'inscrire dans les objectifs nationaux d'accompagner la démographie scolaire toujours positive dans notre département et de développer les dispositifs d'accompagnement des élèves les plus en difficulté prévus par la loi de refondation de l'école.

Les 162 postes supplémentaires pour une hausse démographique prévue de 1730 élèves, vont permettre une amélioration du P/E de 0,05 points à 5,12. Cette amélioration ne permettra pas à la Gironde de rattraper le P/E moyen académique, elle en reste d'ailleurs très en retard. De nombreuses écoles maternelles conserveront cette année encore un taux général moyen supérieur à 28 élèves par classe.

Les priorités académiques visent également à renforcer les besoins éducatifs particuliers. L'UNSA Education souhaiterait aborder la situation des enseignants référents. Nous évoquions lors du CTSD précédent leur mal-être professionnel. Dans le cadre de la préparation de rentrée pour le 1^{er} degré en Gironde, l'UNSA Education demande la création de 10 postes d'enseignants référents supplémentaires aux 32 actuels qui permettraient de mieux répartir les quelques 6000 dossiers en charge exponentielle. Concernant la présence des Rased dans notre département, cette rentrée 2017 verra la concrétisation de votre réflexion menée en lien avec la redéfinition des circonscriptions. Les mesures prévoient 5 fermetures de postes de maitre E, 11 fermetures de postes de maitre G, 7 fermetures de postes de psychologues compensées par 14 ouvertures de E, 6 ouvertures de G et 7 ouvertures de psychologues. Certes le solde global des enseignants spécialisés est positif à +4. Cependant, seule la spécialité E est abondée, tandis que la spécialité G diminue. Y aurait-il tendance à la fusion des spécialités, l'une au détriment de l'autre ? L'UNSA Éducation demande l'annulation des 5 suppressions non compensée envisagées de postes de maitres G, et revendique des Rased complets composés de maitres spécialisés E, G et psychologues pour couvrir l'ensemble du territoire afin de garantir un accompagnement de qualité et non stéréotypé des élèves en fragilité. De plus, appelés à se déplacer fréquemment, ils doivent être remboursés des frais de déplacement engagés.

Pour l'UNSA Éducation, la réussite des élèves passe aussi par des enseignants formés, tant en formation initiale que tout au long de leur activité professionnelle. Les récentes enquêtes internationales d'évaluation des systèmes éducatifs l'ont une fois encore démontré : la formation continue, le développement professionnel des professeurs sont des leviers incontournables si l'on veut faire vivre, renforcer et poursuivre la première étape de la refondation que nous vivons. Cette formation continue aura été le parent pauvre de cette ambition refondatrice. Il y a maintenant urgence à avancer de façon très volontariste sur cette question. Les conseillers pédagogiques sont pleinement impliqués dans la mise en œuvre de la loi de refondation et prennent de plus en plus d'importance dans le volet de la formation avec des missions tant dans la formation initiale que continue. L'UNSA Education constate que la quasi-totalité des futures circonscriptions se partageront un conseiller pédagogique. Eu égard à l'ampleur de leurs nouvelles missions pédagogiques, comment ces collègues pourront-ils s'impliquer pleinement sur double territoire ?

Dans le 2nd degré, la réforme du collège doit, elle aussi, être consolidée dans le temps. La réussite de nos jeunes ne peut pas se faire à moyens constants. La dernière note d'information de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) est consacrée aux collégiens de Segpa et s'intéresse à la poursuite d'étude des élèves sortant de ces structures. En 2015, 88 800 élèves étaient inscrits en Segpa soit environ 2,5 % de la population scolaire au collège. La grande majorité des élèves de Segpa sortiront du système scolaire sans aucune qualification. Au-delà de ces résultats, la Depp rappelle que l'observation des origines socio-économiques des élèves orientés en Segpa montre encore une fois que le système scolaire peine à corriger les inégalités. Développer une véritable inclusion des élèves de Segpa dans les classes de collège classiques, en multipliant les situations scolaires de mixité, est un des leviers possibles pour corriger ces biais socio-économiques, à condition que cette inclusion se fasse dans de bonnes conditions. Elle doit être adaptée aux besoins de chaque enfant et réalisée par des enseignants formés à la différenciation pédagogique. Aussi, l'UNSA Education regrette que les marges professeurs de 3h données dans le cadre de la réforme du collège soient phagocytées par la nécessité de dédoubler les ateliers en 4^{ème} et 3^{ème}. Les collègues dont les directeurs de Segpa sont inquiets pour l'avenir.

L'UNSA Education, pour finir, souhaite souligner l'effort fait dans chaque circonscription qui a permis à quasiment tous les collègues directeurs de petites écoles, de bénéficier des journées de décharge prévues dans les textes durant ce premier trimestre. Cependant, l'UNSA Education sera vigilant à ce que la problématique liée au non-remplacement hivernal ne pénalise pas les directeurs, les privant de ces journées nécessaires.

Les élus UNSA Education
Evelyne BRUN
Vincent FAUVEL
Christophe FLOREAN
Cathy GAUDIN
Céline GRAVELLIER
Cédrine SANCIER